

AUTOUR DE LA CONJONCTURE ALGÉRIENNE ET INTERNATIONALE ACTUELLE

mercredi 3 juin 2015

2015. VERS LE RENOUVEAU DE LA GAUCHE ALGÉRIENNE ? - [Saoudi Abdelaziz - blog algerieinfos - 3 Juin 2015 ;](#)

OMAR AKTOUF, ÉCONOMISTE, À L'EXPRESSION : "L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS UNE SOLUTION" - [par Amar INGRACHEN - L'Expression - le 02 Juin 2015 ;](#)

2015. VERS LE RENOUVEAU DE LA GAUCHE ALGÉRIENNE ?



*Saoudi Abdelaziz
blog algerieinfos
3 Juin 2015
Mis en ligne en décembre 2014*

Le peuple algérien restera-t-il absent du paysage politique en 2015 ou bien sortira-t-il du champ clos des luttes sociales limitées aux lieux de travail et d'habitation ? C'est sans doute la question centrale que se posent l'ensemble des forces politiques qui souhaitent le soutien des Algériens ordinaires à leurs projets.

Jusqu'ici privées de cette base de masse, les luttes politiques sont dévitalisées. On sait que le renouveau politique des années 88-91 a été quasiment tué par les clivages "idéologiques" suscités et exploités par le système, privant les citoyens, placés en position de survie pendant la décennie noire, de la possibilité élémentaire d'exprimer des opinions politiques.

Le peuple algérien reste une nébuleuse pour les politologues. Peut-être, n'existe-t-il plus désormais ? Les experts ont trouvé l'explication : endormis par un estomac bien rempli, le peuple ne peut plus bouger, il fait la paix sociale. Bien rempli, c'est à voir.

On sait que depuis le début de 2011, le réveil de la mobilisation populaire et des luttes de masse s'est concentré sur un objectif dit "non politique", celui du *pouvoir d'achat*. Le printemps algérien a été un printemps social. Malgré la répression, à travers les grèves et actions massives, les salariés et les villageois ont exigé et souvent obtenu un important rattrapage salarial et de meilleurs équipements sociaux de proximité.

"Le pouvoir a acheté la paix sociale, grâce aux revenus pétroliers", analysent les politologues pour expliquer l'échec des tentatives de plaquer les expériences révolutionnaires d'autres pays arabes. Ils "oublient" le rôle de la mobilisation populaire pour arracher les nouveaux acquis sociaux obtenus, considérant sans doute que la répartition du revenu national n'est pas une question politique.

Avec la baisse des revenus pétroliers, "il ne sera plus possible d'acheter la paix sociale" se réjouissent les porte-paroles de l'opposition néolibérale.

Et si la marmite se renversait sur le couscoussier en 2015 ? Et si les salariés exigeaient que l'Etat aille enfin chercher l'argent là où il se trouve, dans les immenses profits des privilégiés du système ? Et si les salariés, qui eux sont ponctionnés à la source, se mettaient à exiger une authentique justice fiscale ? Qu'ils exigent aussi de mettre au pas les lobbies de l'import. Qu'ils mettent fin aux projets inutiles qui ne servent qu'à alimenter les "commissions" ?

Une politisation qui ira forcément à l'encontre des plans politiques qui en 2015 feront du forcing pour exploiter les tares du système en vue d'imposer la politique néolibérale tous azimut, au détriment de la nation et du peuple

La baisse des revenus pétroliers créera-t-elle une situation rendant nécessaire pour le peuple algérien, l'existence d'une gauche politique et sociale capable de soutenir le monde du travail et les couches les plus fragiles de la population. C'est sans doute la question cruciale de l'année nouvelle.

[Sources blog algerieinfos](#)

[haut de page](#)

OMAR AKTOUF, ÉCONOMISTE, À L'EXPRESSION : "L'AUSTÉRITÉ N'EST PAS UNE SOLUTION"

par Amar INGRACHEN
L'Expression
le 02 Juin 2015



« La chute des prix des hydrocarbures était tout à fait prévisible »

Analysant la situation économique et sociale du pays à l'aune des nouvelles données, notamment les prévisions « optimistes du FMI en termes de croissance ainsi que la nomination d'un technocrate libéral » plutôt critique à l'endroit du gouvernement, à la tête du ministère des Finances, Omar Aktouf, éminent économiste et consultant pour plusieurs institutions économiques à travers le monde, notamment au Brésil, exprime ses inquiétudes et suggère, en filigrane, un plan de sortie de crise.

L'Expression : Une chute brutale mais déjà prévue par plusieurs experts indépendants des prix du pétrole a ébranlé les certitudes du gouvernement qui s'emploie, depuis quelque temps, à mettre en place un plan d'austérité. Pensez-vous qu'un plan d'austérité est une bonne réponse à la situation de déséquilibre de la balance commerciale du pays ? Selon vous, quelle est la solution adaptée à une situation pareille ?

Omar Aktouf : Oui la **chute des prix des hydrocarbures**, même intense et brutale, était tout à fait prévisible, malgré tout ce qui secoue le Moyen-Orient, et surtout à cause de la décision US de se mettre massivement aux huiles de schistes pour se rendre indépendants des marchés extérieurs, et aussi à cause des immenses réserves toutes proches des sables bitumineux et gaz de schiste du Canada. Rien donc de surprenant ni d'inattendu dans tout cela depuis quelques années : notre gouvernement aurait dû commencer à s'y préparer et prendre des mesures d'adaptation il y a au moins deux ou trois ans !

Vous parlez de « **plan d'austérité** » : mais, quelle austérité supplémentaire pourrait-on donc infliger à ce pauvre peuple algérien ! Par ailleurs, et on le voit bien en Europe, aucun plan d'austérité n'a servi à rien ! Il suffit de voir comment la troïka (UE, BCE et FMI) ne cesse de valser entre relance et austérité depuis 2008, et aussi et surtout le basculement à gauche toute de la Grèce, de l'Espagne... où la dite austérité n'a fait qu'empirer les choses.

Vous parlez aussi de « **balance commerciale algérienne** » : personnellement je me pose la question de savoir où se trouve cette « balance » qui n'a pratiquement jamais été que gouffre d'importations sans limites d'à peu près tout, et surtout, de pas loin de 80 ou 90% de ce que l'Algérien consomme par jour ! Cestes, une politique d'austérité va rétablir quelque peu l'abîme de déséquilibre entre rente pétrolière et importations, mais

à quel prix pour le peuple ? On dit « consommez algérien », quelle farce ! Quand on sait que l'Algérie ne produit même pas une goutte de plus de la moitié du lait consommé au pays, pas plus que l'immense majorité de tout ce qui est indispensable à la vie quotidienne... pour consommer algérien, encore faut-il qu'il y ait production algérienne de ce que l'on consomme !

Pour résumer, je dirais que, bien entendu pour moi, qui suis un anti-néolibéral achevé, aucun plan d'austérité n'est bon pour rien ! La seule et unique « solution adaptée » serait le contraire de l'austérité, mais avec un renflouement des financements de l'État et un minimum de satisfaction des besoins criants du peuple qui mettraient à contribution les titanesques fortunes privées, occultes... afin de financer un vaste plan de relance - notamment en vue de productions locales pour consommation locale- surtout pas de plan d'austérité !

Par ailleurs, quand on voit notre « gouvernement » prendre des mesures d'allègement des taxes et redevances sur les entreprises et se mettre à crier au « doublement urgent » de l'extraction pétrolière, on se demande d'où sortent les conseillers qui préconisent ce genre de choses qui auront pour effets inexorables de

- diminuer les recettes de l'État tout en engraisant encore plus les colossales fortunes privées informelles, privées, extraverties... et
- 2- de faire baisser encore davantage les prix internationaux des hydrocarbures par l'augmentation de l'offre.

Tout ce que je vois là c'est du total « n'importe quoi », pourvu que l'on rallonge à n'importe quel prix la rente hydrocarbures, point !

Mais ce qui l'est encore davantage et que je crains fort, c'est que sous prétexte de cette « crise » qui ramènerait notre pays à des réserves de 20 à 30 milliards ou moins d'ici 2 ou 3 ans, on en profite pour **imposer l'exploration des gaz de schiste. Ce qui serait un véritable crime contre le pays.**

Le dinar se dévalue. Pourquoi ?

Ce qui aurait été bien étonnant, en les circonstances, c'est que notre dinar ne se dévalue pas, ou même qu'il ne sombre pas à pic vers une valeur internationale au-delà du nul ! Pour ce qui me concerne, je prédis que, si les politiques demeurent dans le sens de celles adoptées, la dégringolade de notre monnaie va connaître des abysses encore jamais vus. Cela sera, peut-être, l'étincelle qui mettra le feu aux déjà bien nombreux barils de poudre accumulés dans les insondables « cales » des frustrations du peuple algérien.

Quant à la question de savoir « pourquoi » cette dévaluation, la réponse est que tout simplement, toute « valeur » ou « tenue » d'une monnaie est liée à la productivité économique de son pays. Or, en guise de « productivité », nous n'avons, en Algérie, que la pompe à pétrole-gaz et la planche à billets. Donc tout à fait automatiquement et logiquement, dès que le prix des hydrocarbures baisse et que le recours à la planche à

billets menace de s'accélérer (pour compenser des rentrées en devises qui diminuent proportionnellement à la chute des prix), alors notre monnaie devient de plus en plus une monnaie de singe dont personne ne veut.

Où sont les moindres sérieux substituts (y compris privés) au pétrole et gaz pour faire rentrer le moindre montant sérieux de devises au pays ?

La Banque d'Algérie doit-elle intervenir pour stopper la dévaluation du dinar ?

Stopper la dévaluation par l'entremise de mesures bancaires reviendrait à tenter d'assécher le plus possible la circulation et la masse du numéraire en dinars (emprunts, salaires, investissements, importations, budgets publics, financements des exportations...) ou tenter d'en rehausser la valeur par achats massifs à l'aide de devises fortes.

Or, on sait que nos réserves en devises sont déjà en deçà de ce qu'il faudrait pour les besoins courants du pays. On sait aussi qu'il faut en compenser la baisse en rentrées pétrolières : donc imprimer l'« équivalent » en dinars si on veut éviter la paralysie de nombre de secteurs et des défauts de paiements dont les effets domino peuvent être insondables.

Et cela tout en affrontant plusieurs nécessités incontournables qui impliquent des mesures inverses :

- 1- la nécessité d'investir dans le creusement de Dieu sait combien de nouveaux puits, explorer de nouvelles réserves... (si cette folle et démagogique mesure de « doublement urgent de la production » proposée par ce gouvernement est maintenue) ;
- 2- celle de faire face aux hausses d'importations (quantités et prix), de subventions de foules de produits de première nécessité qu'implique inmanquablement l'arrivée du Ramadhan ;
- 3- celle de compenser - pour éviter de forts possibles graves colères populaires- l'implacable hausse des prix mondiaux de tout ce qui est importé en secteur alimentaire (hausse combinée aux effets de dévaluation du dinar, de l'amorce d'hyper inflation déjà bien observable...).

Non, décidément, je ne vois vraiment pas comment la Banque d'Algérie pourrait aller contre ces nécessités en raréfiant la disponibilité de liquidités ou en réévaluant, par je ne sais quel miracle, notre dinar.

Abderahmane Benkhelifa préconisait l'ouverture du capital des banques publiques au privé. Il est aujourd'hui ministre et il est probable qu'il le fasse. Pensez-vous qu'une telle démarche serait positive ?

Je dirais que, par principe universel et par expérience des pays les plus « évolués », toute « ouverture au privé » se solde par quelques gains de fort court terme, et par des pertes structurelles de long terme. Demandons-nous pourquoi l'Islande a fait l'inverse en nationalisant tout son système bancaire et financier après la crise de 2008 ! Observons comment l'Europe s'enlise dans un cirque infernal de yo-yo économiques à cause de l'acharnement de la troïka (BCE, UE, FMI) à satisfaire un système financier-bancaire privé devenu roi et maître des politiques économiques européennes ! Observons les dramatiques mesures de coupures tous azimuts qui font glisser vers la tiers-mondialisation des pans entiers des populations de pays comme les USA,

le Canada, la France, l'Angleterre... à cause de l'infinie boulimie de leurs super richissimes milieux financiers et bancaires privés qui agissent en insatiables vampires. Est-ce cela que notre ministre veut pour notre pays ? Pourquoi ne songe-t-il pas plutôt à organiser une mission d'étude en Islande pour apprendre comment on peut fort bien faire vivre un pays sans banques et banquiers privés ?

Le FMI a prévu un taux de croissance allant de 3% à 4% en 2015 pour l'Algérie. Ce chiffre correspond-il aux potentialités réelles du pays ? Augure-t-il d'un développement soutenu de l'économie algérienne ?

Si cette instance internationalement mortifère, que j'ai toujours dénommée « Fonds de la Misère Internationale », avait quoi que ce soit de bon dans ses prévisions, ses mesures, ses calculs... cela se saurait, et la planète ne serait pas dans l'état de marasme aussi inouï que continu dans lequel elle se trouve depuis des années ! Après le cirque entourant les « remèdes » à la crise de 2008, après les faillites cinglantes de pays entiers, depuis l'Éthiopie, en passant par l'Argentine et jusque la Grèce ou l'Espagne... dues aux injonctions de ce même FMI, qui peut encore accorder le moindre crédit aux prévisions et calculs de cette instance délirante ? Il suffit de demander à n'importe quel quidam du peuple algérien, qui ne vit pas dans le luxe insolent dans lequel se vautrent nos « élites », « comment il voit l'avenir du pays » pour se faire répondre que « tout dégringole » et que « rien de bon ne se profile à aucun horizon ». Sur quels fonds d'éducation, de formation professionnelle, de maîtrise de techniques, de main-d'oeuvre qualifiée, de ressources exploitées avec valeur ajoutée locale, de moyens de production et d'infrastructures (dont les super indispensables Ntic)... se base-t-on pour prédire de tels mirifiques taux de croissance ? Simplement sur des projections de PIB (où les bénéfiques expatriés faits par les rapaces nationaux et étrangers sont calculés comme « croissance » intérieure du pays). Croissance dont presque 100% de rentrées en devises ne sont que ventes d'hydrocarbures... Hydrocarbures dont les prix glissent chaque jour vers des niveaux qui annoncent plutôt - au rythme où cela va-« une croissance négative » ! Je ne vois aucune potentialité algérienne apte à assurer de tels taux de croissance et encore moins à les rendre durables ou soutenus : lorsque seulement 12 ou 13% des filières moyennes et supérieures en éducation sont de nature « technique », et lorsque l'on sait qu'aucune « valeur ajoutée » ne saurait venir hors la capacité créative des cerveaux humains « capables de productivité technique », d'où donc peut-on espérer faire surgir ce genre de taux ? De la spéculation financière avec l'espoir de privatisation des fonds et banques publics ? L'accélération d'activités de stériles boursicotages générateurs de bulles temporairement traitées comme « croissance » ? Non, franchement, je ne vois aucune base sérieuse à ce genre de prévisions, et je pense que- le proche avenir nous dira si j'ai raison-, bien des conditions réunies pour voir l'Algérie plonger rapidement dans un cycle infernal de récession avec la combinaison létale qui va avec toute politique d'austérité : hausse du chômage, baisse des salaires et pouvoir d'achat, rétrécissements des investissements et... déflation qui succèdera à l'hyper inflation...

*Sources : L'Expression
repris sur le blog algerieinfos*

haut de page